

Les projets de l'ONU modèrent la croissance de l'Europe sur fonds de risques multiples de ralentissement de la croissance.

Conditions externes, incertitude politique et changements structurels freinent l'élan de la croissance

Genève, le 16 janvier – D'après le rapport « Situation et perspectives de l'économie mondiale » des Nations Unies pour l'année 2020 publié aujourd'hui, la croissance devrait rester modérée en Europe, alors que la région demeure confrontée à de multiples risques de ralentissement de la croissance.

D'après ce rapport, l'économie mondiale a enregistré sa croissance la plus faible en une décennie, baissant à 2,3 pour cent en 2019, en raison de l'incidence de la persistance des différends commerciaux sur l'activité économique. Toutefois, en 2020, si les risques sont maîtrisés, l'activité économique mondiale pourrait repartir légèrement à la hausse.

Si une croissance de 2,5 pour cent est possible en 2020, le rapport prévient qu'une recrudescence des tensions commerciales, de la crise financière, ou une escalade des tensions géopolitiques pourraient saborder la reprise. Selon des prévisions pessimistes, la croissance mondiale pourrait ralentir pour se situer à seulement 1,8 pour cent cette année. Un ralentissement prolongé de l'activité économique mondiale pourrait considérablement entraver le développement durable, notamment l'atteinte des objectifs visant à éradiquer la pauvreté et à créer des emplois décents pour tous. Dans le même temps, la généralisation des inégalités et l'aggravation de la crise climatique alimentent une grogne croissante dans plusieurs parties du monde.

António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, a prévenu que « ces risques pourraient compromettre gravement et durablement les perspectives de développement. Ils menacent également de favoriser la prolifération des politiques de repli, à un moment où la coopération mondiale s'avère primordiale ».

Perspectives de croissance en Europe

L'Europe ne devrait enregistrer qu'une croissance limitée de 1,6 pour cent en 2020 et de 1,7 pour cent en 2021. Dans un contexte d'exacerbation des tensions commerciales au niveau mondial, les exportateurs sont confrontés à de nombreux obstacles, notamment les barrières douanières, le relâchement de la demande et l'accroissement des incertitudes politiques. Par ailleurs, les difficultés structurelles et les changements opérés dans des secteurs significatifs tels que l'industrie automobile remettent en question des modèles d'entreprise établis et créent chez les entreprises et les décideurs politiques le besoin de développer de nouveaux paradigmes économiques. Alors que ces facteurs détermineront l'incidence des exportations sur la performance économique, la demande intérieure demeura le pilier de la croissance. La baisse du chômage, la

solidité des salaires et des mesures de relance supplémentaires conjuguées à la situation monétaire déjà favorable sous-tendent une consommation domestique robuste. La politique monétaire très accommodante continuera de favoriser les investissements dans des secteurs tournés vers le marché intérieur tels que la construction de résidences, entraînant des retombées positives sur de nombreuses petites et moyennes entreprises.

En 2020-2021, les membres de l'UE issus des pays baltes, de l'Europe centrale et de l'Est et des Balkans de l'Ouest qui ont rejoint l'Union depuis 2004 (UE-11) devraient enregistrer des taux de croissance du PIB largement supérieurs à la moyenne de l'Union Européenne. Dans plusieurs de ces pays, la croissance a vraisemblablement excédé les 4 pour cent en 2019, facilitant leur convergence progressive vers les économies les plus avancées de l'Union Européenne. Le taux de chômage des pays de l'UE-11 a enregistré une baisse record, tandis que les salaires réels ont explosé, stimulant la consommation privée. La performance des exportations du secteur industriel des pays de l'Europe de l'Est est demeurée l'un des principaux facteurs de croissance. Cependant, l'environnement externe de ces pays devient plus difficile. Des difficultés structurelles dans le domaine de l'industrie automobile influenceront la production et les exportations, tandis que les financements de l'UE provenant du Cadre financier pluriannuel 2021-2027 de l'Union Européenne devraient diminuer. Le renforcement des pressions inflationnistes pourrait aussi entraîner quelques resserrements de politiques.

Risques et défis en matière de politique générale

Les perspectives de l'Europe demeurent conditionnées par de nombreux risques et défis susceptibles d'entraîner un ralentissement considérable de la croissance. Premièrement, une escalade des tensions commerciales pourrait avoir un impact considérable sur les exportateurs européens, affectant non seulement les exportations directes, mais aussi les exportations provenant des sites de production étrangers, par exemple divers modèles produits par des constructeurs automobiles européens aux États-Unis et destinés aux exportations vers la Chine.

Deuxièmement, la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne demeure une question en suspens. Tandis que les prévisions de base reposent sur le principe selon lequel le Royaume-Uni quittera l'Union Européenne avec un accord formel, une sortie sans accord et réalisée dans la confusion ouvrirait la voie à une myriade de conséquences négatives sur l'économie réelle et les marchés financiers. En l'absence de clarté sur les modalités de sortie, et d'indications sur la nature et la structure des relations juridiques et économiques post-Brexit du Royaume-Uni avec l'Union Européenne et le reste du monde, les décisions des entreprises en matière d'investissement se heurtent déjà à une incertitude considérable sur le plan des politiques.

Un troisième risque dérive de la politique monétaire. Après une brève amorce de renoncement à une politique très accommodante, la Banque centrale européenne a de nouveau fait marche arrière en promouvant davantage de mesures incitatives pour palier la baisse persistante de l'inflation et les difficultés économiques dans le monde. Cette nouvelle orientation renforcera le potentiel d'augmentation des prix des actifs, entraînant des risques pour la stabilité financière. Elle laisse par ailleurs peu de place à un assouplissement monétaire supplémentaire en cas de crise économique.

~ ~ ~

Pour plus d'informations, bien vouloir visiter le site Internet à l'adresse : www.bit.ly/wespreport. Contacts avec les médias : Dan Shepard, Département de la communication globale des Nations Unies, shepard@un.org, +1 (212) 963-9495